

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°109 – Semaine du 15 décembre 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Part des entreprises interrogées par la BEI, dans les pays nordiques membres de l'UE, qui se fixent et suivent des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre :

64%

Les pays nordiques se placent à la tête de l'UE dans ce domaine : la Suède est 1^{ère} (67% des entreprises), suivie par le Danemark (64%). La Finlande est 4^{ème} avec 61%. La moyenne des pays de l'UE s'élève à 47%. L'échantillon porte sur un ensemble de PME et grandes entreprises (plus de 250 salariés).

Source: [Banque européenne d'investissement, Octobre 2025](#)

Pays nordiques

La Suède et la Finlande célèbrent un an de « coopération renforcée » dans la défense, le soutien à l'Ukraine et les enjeux forestiers européens. Le 1^{er} décembre à Helsinki, le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, et son homologue finlandais, Petteri Orpo, ont réaffirmé leur engagement pris en septembre 2024 de renforcer leur coopération bilatérale, notamment concernant la défense militaire et civile, le soutien des pays européens à l'Ukraine et la législation de l'UE sur l'utilisation des sols (Règlement LULUCF/UTCATF).

La Finlande, le Danemark et la Suède parmi les leaders européens de la transformation digitale dans les entreprises. Selon une étude de la Banque européenne d'investissement parue en octobre 2025, 66% des entreprises finlandaises utilisent régulièrement l'IA générative, soit le taux le plus élevé de l'UE. Les entreprises danoises se placent en 2^{ème} position (58%), devant la Suède (7^{ème} position avec 47% des sociétés). Les pays nordiques se positionnent ainsi tous au-dessus de la moyenne de l'UE (37%).

Danemark

Le gouvernement revoit ses prévisions de croissance pour 2025 de 1,4% à 2,6%, suite à un troisième trimestre particulièrement solide (+2,3%).

Selon les prévisions du ministère de l'Économie, la croissance en 2026 devrait ralentir légèrement (+2,2%), tandis que l'inflation devrait s'établir à 1%, à un niveau historiquement bas, soutenue par la suppression de certaines taxes, notamment sur les sucreries, le café et les livres. Le gouvernement estime que le taux d'emploi continuera de progresser, mais à un rythme plus modéré, compte-tenu des récentes annonces de licenciements réalisés par certains grands groupes industriels, notamment *Novo Nordisk*. Le pouvoir d'achat des ménages devrait augmenter grâce à la hausse des salaires et aux allègements fiscaux prévus par le projet de loi de finances en cours de discussion. Certaines grandes banques danoises anticipent toutefois une croissance légèrement supérieure aux prévisions gouvernementales, l'année prochaine, grâce à la contribution de secteurs clés, et notamment celle de l'industrie pharmaceutique.

L'accroissement des dépenses de l'OTAN en matière de défense pourrait largement bénéficier à l'économie danoise.

Selon une étude du cabinet de conseil *EY*, si les pays membres de l'organisation atteignent l'objectif de consacrer 5% du PIB à la défense d'ici 2035, le chiffre d'affaires des entreprises danoises liées directement ou indirectement à l'industrie de la défense pourrait augmenter de 90 Mds DKK (12,1 Mds€), tandis que les revenus dans la région nordique dans son ensemble gagneraient jusqu'à 550 Mds DKK (73,2 Mds€) par an. Ces investissements pourraient créer environ 18 000 emplois supplémentaires au Danemark, dans des secteurs comme la construction, les télécommunications, la robotique et les technologies maritimes.

Trois fonds de pension danois créent un fonds d'investissement ciblant les PME européennes de la défense.

Pensiondanmark, *AP Pension* et *Akademikerpension* ont annoncé le 8

décembre la création de ce fonds, baptisé *Etna*, et doté de 1,6 Md DKK (environ 220 M€), et dont les investissements seront fléchés vers des entreprises européennes actives dans les secteurs de la défense, la cybersécurité, les technologies militaires et la protection des infrastructures critiques, avec une attention particulière portée au Danemark et aux autres pays nordiques, ainsi qu'à l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.

Six candidats se retirent d'un appel à projet public du gouvernement de 28,7 Mds DKK (3,8 Mds€) destiné à la capture et au stockage de CO₂ (CCS).

Les municipalités estiment que le risque financier est trop important et sont réticentes à endosser l'ensemble des responsabilités liées à la capture, au transport et au stockage du CO₂. Parallèlement, l'Agence danoise de l'énergie a repoussé la date limite de dépôt des offres finales du 17 décembre 2025 au 7 janvier 2026 afin de permettre aux candidats de prendre en compte les nouvelles règles fiscales contenues dans le projet de loi de finances. L'attribution des contrats demeure fixée à avril 2026, sous réserve de l'approbation des autorités européennes au titre de la réglementation sur les aides d'État.

Le gouvernement instaure de nouvelles limites pour les émissions d'azote agricoles dans le cadre de l'accord tripartite pour un Danemark vert conclu en novembre 2024.

L'accord prévoit une réduction de 9 600 tonnes de CO₂e par an de ces émissions à partir de 2027, grâce à un système de quotas attribués à chaque exploitation. Des sanctions seront prononcées en cas de non-respect des quotas. Certains chercheurs estiment qu'une réduction de 14 800 tonnes de CO₂e au moins serait nécessaire pour restaurer pleinement la qualité des eaux.

Un groupement d'organisations économiques et d'entreprises a annoncé la création, le 8 décembre dernier, de l'Alliance danoise pour l'énergie nucléaire (*Kernekraft Alliancen*).

L'Alliance, qui

rassemble entreprises, organisations professionnelles, syndicats, fondations et instituts de recherche, entend promouvoir une approche « *technologiquement neutre du nucléaire au Danemark et en Europe* » et vise à contribuer à un débat « *factuel et prospectif* » sur le rôle potentiel du nucléaire au Danemark. Parmi les membres fondateurs figurent notamment la Confédération des Industries danoises (*Dansk Industri*), la fondation *Novo Nordisk*, ainsi que des entreprises comme *Topsoe*, *Schneider Electric* ou *Artelia*. Le ministre du Climat et de l'Énergie, Lars Aagaard, souligne la nécessité d'évaluer avec précisions les implications de la production d'énergie nucléaire sur le sol danois avant de se prononcer sur la demande des acteurs économiques. Ce dernier développement s'inscrit dans le prolongement d'un débat organisé au parlement danois au printemps dernier, au cours duquel le gouvernement avait annoncé lancer une étude sur le sujet, plusieurs formations politiques et élus ayant appelé à une levée du moratoire de 1985 sur la production d'énergie nucléaire sur le territoire national.

L'UE considère désormais le projet d'île énergétique *Energio Bornholm* en mer Baltique comme une priorité stratégique de sécurité. Ce projet vise à développer d'importants parcs éoliens offshore, d'une capacité d'environ 3 GW d'électricité, pour distribuer de l'électricité au Danemark et l'exporter vers l'Allemagne. Initialement motivé par l'objectif de décarbonation, le projet est devenu crucial afin de contribuer à réduire la dépendance énergétique européenne. Retenu dans le cadre du « *paquet réseaux* » annoncé le 10 décembre par la Commission européenne, le projet Bornholm a déjà reçu un soutien via le programme *Connecting Europe Facility (CEF)*, à hauteur de 645 M€ pour financer les stations de conversion et les câblages sous-marins et terrestres.

Le groupe français *CEGID* a racheté la licorne danoise *Shine* spécialisée dans les logiciels bancaires et comptables pour PME. Fondée en France en 2017, rachetée par la Société Générale puis, en 2024, par le groupe danois *Ageras*, *Shine* couvre aujourd'hui 400 000 petites entreprises en Europe. L'objectif est de créer une plateforme financière intégrée pilotée par l'IA pour les PME, combinant comptabilité, paiements et gestion administrative. Selon la presse danoise, la transaction pourrait atteindre 1,3 Md€.

L'Autorité danoise de surveillance financière approuve la création d'*AL Sydbank*, issue de la fusion de *Sydbank*, *Arbejdernes Landsbank* et *Vestjysk Bank*. La nouvelle banque, dirigée par Mark Luscombe, ancien PDG de *Sydbank*, devient la cinquième plus grande du Danemark, avec 1 M de clients privés et 100 000 clients commerciaux.

Finlande

Avec un repli du PIB de -0,3% au 3^{ème} trimestre 2025, la Finlande est entrée en récession technique.

La croissance avait été de -0,2% au 2^{ème} trimestre et nulle au 1^{er} trimestre. Au T3, la consommation privée a augmenté de 0,2%, mais les investissements publics diminuent de 4,0%.

Le gouvernement prévoit un crédit d'impôt pour les data centers.

La mesure répond aux préoccupations exprimées par l'industrie. Elle doit compenser partiellement l'augmentation de la taxe sur l'électricité qui s'applique aux *data centers*, de 0,05 centimes/kWh à 2,24 centimes/kWh, à compter de juillet 2026. L'aide de l'État pour les *data centers* à forte valeur ajoutée prendra la forme d'une aide fiscale (crédit d'impôt) sur les 10 prochaines années à partir de juillet 2026, selon leur consommation d'électricité. La perte de revenu pour le gouvernement ne dépassera pas 30M€. Les *data centers* devront également être enregistrés auprès de l'État.

Selon la confédération des industries finlandaises (EK), le télétravail coûte 1,3 Md€/an.

L'impact économique négatif est réparti en trois postes : la sous-utilisation des bureaux (50% de l'impact total), le transport (30%), et les restaurants à midi (20%). L'impact est ressenti principalement dans les grandes villes et zones les plus urbaines, comme la région d'Helsinki, où le télétravail est le plus répandu.

La Commission européenne place la Finlande dans la catégorie « en observation » du développement social de l'UE.

Dans son rapport sur la situation sociale et l'emploi, la Commission identifie 9 pays qui seront placés dans la catégorie « en observation », en vue d'une analyse approfondie au printemps 2026. La Finlande connaît notamment une situation critique au niveau de l'emploi (10,3% de taux de chômage des 15-74 ans en octobre), mais

aussi une augmentation du taux de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (+1pp en 2024, +3,5pp pour les enfants). Elle connaît également le taux européen le plus élevé de personnes déclarant des besoins médicaux non-satisfaits (8,5% en 2024 contre 2,5% en moyenne dans l'UE).

La société de satellites Iceye est valorisée à 2,4 Mds€.

L'entreprise a récolté 200 M€ dans un nouveau tour de financement, où *Solidium*, la société d'investissement public, a investi 19 M€. Elle détient 5% des parts de la société. *BPI France* a également participé au tour de financement. En juillet dernier, *Iceye* avait annoncé viser un chiffre d'affaires de 200 M€.

L'OCDE prévoit une croissance nulle en 2025, puis de +0,9% en 2026 et +1,7% en 2027 pour la Finlande.

La croissance serait limitée en 2025 par la consommation publique et privée qui reculent. En 2026, la reprise serait portée par l'augmentation des investissements. L'OCDE prévoit un ratio de dette publique sur PIB de 86,8% en 2025, augmentant à 90,6% en 2026. Le taux de chômage atteindrait 9,8% en 2026.

Valmet Automotive commence la production de véhicules blindés, en partenariat avec Patria.

L'entreprise *Valmet Automotive*, connue pour la production de véhicules haut gamme de *Mercedes*, a recentré ses activités vers le secteur de la défense après le rachat à l'automne, par le gouvernement et un fonds d'investissement finlandais, des parts de *Valmet* détenues par la société chinoise *CATL*. Début décembre, *Valmet Automotive* a signé un accord avec *Patria*, entreprise du secteur de la défense et producteur de véhicules blindés (détenu par l'État à 50,1%). Les premiers véhicules blindés de *Patria* seront fabriqués dans l'usine de *Valmet Automotive* au cours du second semestre 2026.

Islande

Baisse inattendue de l'inflation au mois de novembre 2025.

Selon les données de l'Institut islandais des statistiques, le niveau de l'inflation en Islande au mois de novembre 2025 était de 3,5 %, un chiffre en baisse de 0,6 points de pourcentage par rapport au mois d'octobre 2025, et le niveau d'inflation le plus faible enregistré en Islande depuis novembre 2020. Selon les économistes, le phénomène serait imputable à une diminution du niveau général des prix plus précoce qu'à l'accoutumée à l'approche du *Black Friday*, ainsi qu'à une baisse du niveau des prix des vols. L'annonce de cette retombée de l'inflation a suscité la surprise de la presse économique islandaise.

4,4 % de chômage en octobre 2025.

Environ 10 300 personnes étaient au chômage en octobre 2025, portant le taux de chômage à 4,4 %; un chiffre plus élevé que le mois précédent (3,2% de chômage en septembre 2025) et qu'en octobre 2024 (2,9%). D'après *Statistics Iceland*, 222 000 individus occupaient un emploi en octobre 2025, un chiffre 0,3 % moins élevé qu'il ne l'était un an plus tôt.

Deux géants du secteur du tourisme annoncent leur intention de fusionner.

Les conseils d'administration des entreprises *Arctic Adventures* et *Kynniferðir (Icelandia)* ont annoncé le 17 novembre la signature d'un accord en vue d'une fusion des deux entreprises. Cet accord fait pour l'instant l'objet d'un processus de vérification interne et sera ensuite soumis à l'autorité de la concurrence islandaise. Les négociations pourraient être conclues d'ici la fin de l'année 2025. *Icelandia*, créée en 1968, est spécialisée dans les services de transports et d'activités touristiques qu'elle opère sous différentes marques comme *Flybus*, *Reykjavik Excursions*, etc. *Arctic Adventures*, créée en 1983, est spécialisée dans la gestion de certains sites touristiques tels que le canyon de *Fjaðrárgljúfur* ou le musée de *Húsavík*, d'hôtels et de services de location

de véhicules, ainsi que dans l'organisation d'excursions touristiques

Des groupes américains se positionnent pour le rachat des data centers atNorth.

Les groupes américains *Digital Realty* et *Equinix* ont tous les deux annoncé leur intérêt pour un rachat des data centers *atNorth* que la société d'investissements suisse *Partners Group* avait annoncé souhaiter revendre en octobre 2025. L'entreprise *atNorth* opère aujourd'hui huit data centers dans les pays nordiques, dont trois en Islande, que viendront rejoindre deux autres sites en construction au Danemark et en Finlande. Le prix de rachat d'*atNorth* est aujourd'hui estimé à 4,5 Mds€, soit 0,5 Md € de plus qu'annoncé en octobre.

Le Blue Lagoon prépare une introduction en bourse au printemps 2026.

Grímur Sæmundsen, PDG du *Blue Lagoon*, a annoncé que l'entreprise se prépare à une introduction en bourse au deuxième trimestre 2026, qui pourrait être reportée jusqu'au printemps 2027 en fonction des conditions de marché. L'introduction en bourse du groupe avait déjà été annoncée en 2022, avant d'être annulée suite aux difficultés occasionnées par les éruptions sur la péninsule de Reykjanes à partir de 2023. Le *Blue Lagoon* rapporte s'attendre à 180 M€ de revenus pour 2025, soit un niveau record. La valeur du groupe est aujourd'hui évaluée dans une fourchette comprise entre 650 et 800 M€.

Norvège

La loi de finances 2026 adoptée par le Parlement.

Le budget national 2026 a été voté le 5 décembre par le *Storting* après plusieurs semaines de négociations. La loi de finances prévoit un excédent budgétaire de 9,8% du PIB en incluant les recettes des hydrocarbures. Le déficit hors recettes d'hydrocarbures se réduit légèrement à -8,4% du PIB. Ce déficit sera entièrement financé par le Fonds souverain (GPF), à hauteur de 2,14% de son encours. Les recettes sont quasiment stables par rapport à 2025, tandis que les dépenses augmentent de 6,3%. Le premier poste de dépense demeure de loin celui de la santé et de la sécurité sociale. La principale hausse concerne le ministère de la défense (3,3% du PIB), qui inclut le volet militaire du plan Nansen de soutien à l'Ukraine (1,23% du PIB). Le projet de loi a fait l'objet, depuis sa présentation en octobre dernier, de négociations avec les partis alliés au gouvernement travailliste. Dans les derniers jours précédant le vote parlementaire, plusieurs compromis ont été trouvés sur les trois principaux sujets de friction soulevés par l'aile gauche du Parlement : le report à 2029 de l'attribution de licences d'exploitation minière des fonds sous-marins; la création d'une commission consacrée à la transition énergétique de la Norvège; et l'ouverture d'une réflexion sur les importations de produits en provenance d'Israël.

Report de la réduction du plafond d'exonération de TVA sur les véhicules électriques.

La réduction du plafond de l'exemption de TVA sur les voitures électriques, de 42 000 € à 25 000 €, initialement prévue dans le budget 2026, sera finalement adoptée en 2027, avant une suppression complète en 2028. Cela soumettra tous les véhicules électriques au taux standard de TVA. L'État comptait économiser 350 M€ en 2026 grâce à cette mesure. Ce report a lieu alors que les véhicules électriques représentent 57% du parc automobile norvégien.

La Norvège annonce avoir bénéficié de 3 Mds€ au titre du programme Horizon Europe.

Cela représente 3,08% des 95,5 Mds€ de ce programme de l'UE qui finance la recherche et l'innovation. Il s'étend de 2021 à 2027. 527 organisations norvégiennes ont reçu des

financements dans ce cadre, dont 18% sont des entreprises. Sur les 7 797 demandes de financements formulées par la Norvège, 1 635 ont été retenues. Ce résultat est supérieur à l'objectif du gouvernement qui était de recevoir 2,8% des financements.

Projet de création d'un centre de l'Agence spatiale européenne (ESA) à Tromsø.

La Norvège et l'ESA ont signé une lettre d'intention au cours de la conférence annuelle de l'agence à Brême. L'accord prévoit l'examen de la création d'un Centre Spatial Arctique à Tromsø. L'infrastructure serait notamment chargée d'opérer une surveillance des effets du changement climatique dans la zone arctique et d'accroître sa sécurité. L'ESA s'associe avec l'Agence spatiale norvégienne (NOSA) pour évaluer les possibilités d'établissement du centre.

La Norvège, le Royaume-Uni et l'UE aboutissent à un accord sur les quotas de pêche pour 2026.

Un accord tripartite a été conclu le 5 décembre portant sur la fixation et la gestion des quotas de pêche en mer du Nord pour 2026. Les quotas ont été réduits pour les principales espèces: il s'établit à 14 304t pour le cabillaud (-44% par rapport à 2025); 328 566t pour le hareng (-20%); 59 662 t pour le lieu noir (-25%); et 108 301 pour l'églefin (-3,7%). Des mesures de protection des ressources halieutiques sont également inscrites dans l'accord.

Nouvelle aide de la Norvège à l'Ukraine à hauteur de 427 M€.

Aux côtés de l'Allemagne, de la Pologne et des Pays-Bas, la Norvège annonce contribuer au *Prioritised Ukraine Requirements List* (PURL) pour la troisième fois depuis août dernier. L'initiative organise la livraison de matériels de défense à l'Ukraine, en particulier des systèmes de défense aérienne et des munitions. Les deux premières aides allouées s'élevaient à 116 M€ en août 2025 et 172 M€ en octobre 2025, portant le soutien norvégien dans le cadre de PURL à environ 715 M€.

Achat de deux sous-marins allemands supplémentaires.

Le ministère de la défense a annoncé le 5

décembre un investissement de 3,9 Mds€ pour acquérir deux sous-marins supplémentaires U212CD construits par le groupe allemand *Thyssenkrupp*. Cela s'ajoute à une commande de quatre sous-marins, passée auprès du constructeur germanique en 2021. Le montant du contrat s'établissait alors à 4,43 Mds€. L'inflation des coûts des matières premières et des équipements militaires porte la valeur totale du contrat à 8,54 Mds€ pour les six bâtiments. Deux des quatre appareils initialement commandés sont en construction et un premier devrait être livré en 2029. Cette commande permettra à *Thyssenkrupp* de financer une deuxième chaîne de production.

Le groupe *Thales* réintègre le portefeuille d'investissement de la banque *DNB*.

La banque norvégienne avait exclu *Thales* en 2019, en raison de la participation de l'entreprise à la production d'armes nucléaires. *DNB Asset Management* a annoncé fin novembre qu'il réintégrait dans son portefeuille le groupe français à la suite de la réinterprétation de ses règles éthiques. Les participations de *Thales* sont inscrites dans le nouveau fonds *DNB European Defence*, créé le 23 avril 2025. *Thales* devient la deuxième capitalisation de l'enveloppe avec 6,99% de l'encours, derrière *Rheinmetall* (8,4%) et devant *Exosens* (6,98%). La France représente 19,46% des investissements du fonds. Cette annonce intervient à la suite des déclarations du ministre des Finances, Jens Stoltenberg, qui souhaite que les règles d'investissement du Fonds souverain dans ce type d'entreprises soient assouplies.

La nouvelle stratégie norvégienne pour les drones prévoit d'assouplir les règles d'achat.

La stratégie présentée par le gouvernement le 1^{er} décembre mise sur la création d'un écosystème rassemblant l'industrie norvégienne et la recherche afin de bâtir une filière drone compétitive. Elle prévoit d'assouplir les règles d'achat et d'investissement pour favoriser une réduction des coûts et améliorer la mobilisation des capitaux. Le gouvernement ambitionne de renforcer sa capacité de production, notamment pour approvisionner l'Ukraine en drones. Les ministres norvégien et ukrainien de la Défense ont signé un accord d'intention allant dans ce sens.

Les autorités norvégiennes consultent leurs partenaires pour un projet de centrale nucléaire.

L'agence norvégienne de l'environnement (*NEA*) a notifié le 25 novembre aux États membres de la convention d'Espoo le projet de construction d'une centrale nucléaire située sur les communes d'Aure (*Møre og Romsdal*) et de Heim (*Trøndelag*). Cette initiative découle d'une proposition déposée en novembre 2023 auprès du ministère de l'énergie par la société *Norsk Kjernekraft*. Le projet envisage l'installation de plusieurs réacteurs modulaires de petite taille (SMR), capables de produire jusqu'à 12,5 TWh d'électricité par an.

Suède

La Riksbank relance son initiative sur la couronne numérique.

Aino Bunge, première Vice-gouverneure de la Banque centrale suédoise, a appelé à un réexamen des projets de monnaie numérique en Suède face à l'évolution rapide de la technologie *blockchain* et l'émergence des *stablecoins*, de la tokenisation et des solutions de paiement privées. Erik Thedéen, le gouverneur de la Riksbank, considère qu'il s'agit aussi pour la Suède de ne pas prendre du retard par rapport à la zone euro, où la BCE compte introduire un euro numérique d'ici 2029. Il a souligné que les longs délais nécessaires à la mise en œuvre d'une monnaie numérique exigent une préparation précoce, notant qu'il serait regrettable que la Suède soit contrainte de repartir de zéro si l'euro numérique venait à modifier considérablement les systèmes de paiement européens. Le ministre des Marchés financiers, Niklas Wykman (Modérés), a cependant indiqué que la priorité actuelle du gouvernement était de protéger les intérêts suédois dans le projet d'euro numérique de l'UE plutôt que de poursuivre la mise en place d'une monnaie numérique indépendante.

L'économiste Lars Calmfors publie un rapport qui recommande à la Suède d'adopter l'euro.

Professeur émérite à l'université de Stockholm, Lars Calmfors présente des conclusions différentes de celles qu'il avait rendues en 1996, en tant que président de la commission gouvernementale qui avait à l'époque recommandé à la Suède d'attendre que son économie se soit remise de la crise des années 1990, pour adhérer à l'euro. Pour l'économiste, la situation a changé et les avantages d'une adhésion prévalent désormais sur les inconvénients. Notamment, il estime que l'activité économique suédoise s'est davantage synchronisée avec celle de la zone euro et l'influence du Royaume sur les questions de politique économique semble avoir diminué au sein de l'UE, notamment en raison du fait qu'elle soit hors de la zone euro. Les effets positifs sur la dynamique des flux commerciaux plaident clairement selon lui en faveur d'une entrée de la Suède dans la zone euro. La publication de ce rapport intervient dans un contexte de relance récente d'un débat en Suède sur l'adhésion à l'euro à l'initiative de plusieurs partis

politiques de la coalition gouvernementale au pouvoir et de l'opposition, et ce malgré une opposition toujours forte du parti nationaliste des Démocrates du Suède.

La Suède enregistre en 2024 le nombre de naissances le plus bas depuis deux décennies.

Selon le Conseil national de la santé et du bien-être (*Sw. Socialstyrelsen*), la Suède a enregistré environ 99 000 naissances en 2024, soit le chiffre annuel le plus bas depuis 2003. Le taux de fécondité s'élève à 1,43 enfant par femme, soit au-dessus de la moyenne européenne (1,38), mais bien en dessous du seuil de remplacement (2,1). Parallèlement à cette baisse, l'âge moyen des mères pour leur premier enfant a dépassé les 30 ans pour la première fois (30,1 ans à l'échelle nationale). Les variations régionales sont notables, le comté de Stockholm enregistrant l'âge moyen le plus élevé avec 31,5 ans, tandis que le comté de Gävleborg affiche le plus bas avec 28,5 ans.

Le secteur de la tech représente 8% du PIB suédois en 2024.

Selon un rapport de *TechSverige*, l'organisation patronale des entreprises de la tech, le secteur poursuit sa croissance en Suède. Le chiffre d'affaires total de cette industrie a augmenté de 1,6% en 2024 par rapport à l'année précédente. Selon la cheffe économiste de l'organisation, Christina Ramm-Ericson, « la Suède possède une population mature sur le plan numérique, un secteur privé qui adopte rapidement les nouvelles technologies et des entreprises technologiques très demandées à l'échelle mondiale ».

SEB rejoint un consortium de dix grandes banques européennes (dont la danoise Danske Bank) pour émettre un stablecoin adossé à l'euro.

Cette cryptomonnaie sera régulée par le règlement européen sur les marchés des crypto-actifs (*Micar*) et devrait être émise pour la première fois au second semestre 2026. Cette association de dix banques sur les *stablecoins* a créé une nouvelle société aux Pays-Bas, nommée *Qivalis*. Cette initiative vise à offrir une alternative européenne sur un marché des *stablecoins*

dominé par les États-Unis et donc à contribuer à l'autonomie stratégique de l'Europe dans le domaine des paiements. *SEB* souhaite utiliser le *stablecoin* à partir du premier trimestre 2027. Aucune banque nordique n'a rejoint, à ce stade, l'initiative similaire de dix banques internationales pour l'émission d'un *stablecoin* libellé dans les monnaies du G7.

Danone cède ProViva à Lactalis.

Le groupe français avait acheté la marque de jus de fruits suédoise en 2010 à *Skånemejerier*, devenu en 2012 une filiale du groupe français de produits laitiers *Lactalis*, pour 113 M€. Le produit, très apprécié des consommateurs suédois, est fabriqué dans l'usine de Lunnarp, à l'extrême sud de la Suède, à une centaine de kilomètres de Copenhague (Danemark). La PDG de *Skånemejerier*, Cecilia Von Perglas, considère cette acquisition comme « *stratégique* » pour les activités de l'entreprise en Suède. Cette opération devrait permettre à l'entreprise d'accueillir 80 collaborateurs en plus des 800 salariés de l'entreprise basée à Malmö en Suède. La transaction devrait être finalisée au cours du premier semestre 2026. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué. Selon son rapport annuel, *ProViva* a enregistré un chiffre d'affaires de 333 MSEK (30,6 M€) en 2024 pour un bénéfice de 26 MSEK (2,4 M€).

Eurazeo annonce l'ouverture de bureaux à Stockholm avec l'objectif d'investir 1 Md€ dans les cinq prochaines années.

Depuis 2005, la société française de capital-investissement a déjà investi plus d'1 Md€ dans 36 entreprises dans les pays nordiques, et compte investir le même montant d'ici 2030. Dans le cadre de son plan stratégique 2024–2027, *Eurazeo* élargit encore l'offre proposée aux investisseurs en lançant deux fonds *Evergreen* paneuropéens. Cette initiative permettra aux particuliers suédois d'investir dans des marchés privés en forte croissance, moteurs essentiels du dynamisme de l'économie de la région. Selon le groupe, seuls 35 % des gestionnaires de patrimoine nordiques proposent des fonds *Evergreen* privés – mais 40 % prévoient de le faire d'ici un an.

EQT cède sa participation dans Colisée.

Le fonds d'investissement suédois a annoncé, via son fonds *EQT Infrastructure*

V, la vente de sa participation dans la société *Colisée*, parallèlement à la cession des parts des autres actionnaires. *Colisée* est un opérateur de maisons de retraite basé en France dont *EQT* était devenu l'actionnaire majoritaire en 2020. Cette cession s'inscrit dans le cadre d'un processus de recapitalisation mené par *Colisée*. Aucun détail financier n'a été communiqué.

SAAB est l'action la plus négociée à la bourse de Stockholm en 2025.

Selon une analyse réalisée par *Placera*, l'action de l'entreprise suédoise de défense s'est imposée comme la plus négociée à la bourse de Stockholm depuis janvier 2025. La société a occupé la première place pendant 131 des 234 jours de bourse, le cours de son action ayant augmenté d'environ 120% depuis le début de l'année pour atteindre un peu plus de 500 SEK (46€). Le volume des transactions sur les actions *SAAB* a atteint 318 Mds SEK (29,3 Mds€), un chiffre qui dépasse la capitalisation boursière totale de l'entreprise (269 Mds SEK soit 24,7 Mds€).

Philippe Aghion et Michel Devoret reçoivent leur prix Nobel.

Le 10 décembre, jour anniversaire de la mort d'Alfred Nobel, Philippe Aghion en économie et Michel Devoret en physique ont reçu des mains du roi Carl XVI Gustaf leur prix Nobel pour, respectivement, leurs travaux sur « *la théorie de la croissance soutenue par la destruction créatrice* » et « *la découverte du tunnelling quantique macroscopique et de la quantification d'énergie dans un circuit électrique* ».

Smartcraft transfère sa cotation d'1 Md NOK (85 M€) de la bourse d'Oslo à celle de Stockholm.

La société de logiciels de construction norvégienne a confirmé son intention de transférer sa cotation boursière de la bourse d'Oslo (membre d'Euronext) à celle de Stockholm (membre du Nasdaq) en début 2026. Selon l'entreprise, ce transfert représenterait un repositionnement stratégique visant à renforcer sa présence sur le marché et à atteindre une base d'investisseurs plus large. Selon Hanna Konyi, PDG par intérim de *Smartcraft*, « Stockholm est le marché de la tech et des logiciels (SaaS) le plus dynamique de la région nordique, avec une plus grande liquidité, une couverture plus large par les analystes et des investisseurs qui comprennent les modèles de revenus récurrents ».

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

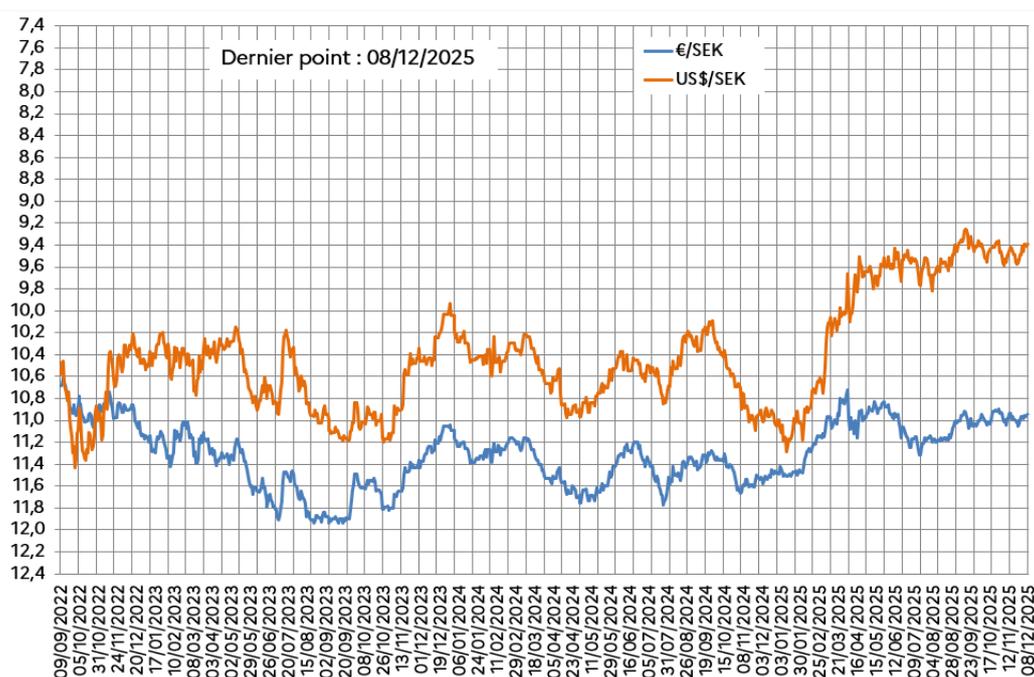
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4

Sources : [OCDE](#)

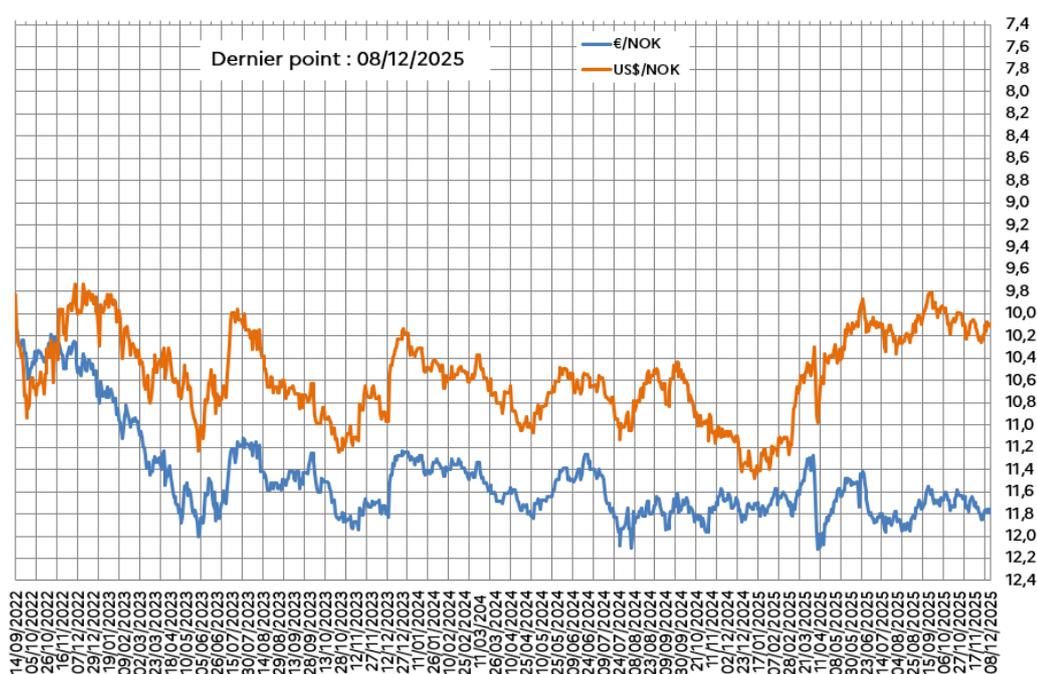
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, S. Brel), Stockholm (O. Cuny, J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr